

UNIVERSITÉ DE LA VILLE DE DEMAIN

portée par la Fondation Palladio



DOSSIER DE PRESSE

NUIT

DE 5 AVRIL
2023

L'AC-

TION



NUIT DE L'UNIVERSITÉ DE LA DÉVOILE 10 ACTIONS COLLECTIVES PUBLIC-

**Les actions collectives :
initier, accélérer
ou mettre à l'échelle
des initiatives
à fort impact qui
requièrent une
collaboration entre
plusieurs acteurs.**

Portée par la Fondation Palladio, l'Université de la Ville de Demain (UVD) est un mouvement qui vise à construire un mode inédit de coopération entre acteurs publics, acteurs privés et société civile en faveur d'une ville bas carbone pour tous.

Les deux premiers sommets de l'Université de la Ville de Demain, à l'été 2021 puis 2022, ont rassemblé plus de 300 personnalités issues de ces trois mondes (ministres, maires, présidents de région ; dirigeants d'entreprises de la ville et de l'immobilier ; responsables associatifs, experts). Après deux sommets à huis clos, l'Université de la Ville de Demain dévoile pour la première fois publiquement son action, en mettant en lumière 10 « actions collectives » (voir synthèse page 3), qui ont été travaillées par les dirigeants présents au sommet.

Les actions collectives sont le mode opératoire de l'UVD : elles consistent à initier, accélérer ou mettre à l'échelle des initiatives à fort impact qui requièrent par leur nature une collaboration entre plusieurs acteurs. Elles reposent sur un engagement volontaire des participants et ne nécessitent pas de changement de réglementation. Huit mois après le sommet de juillet 2022 où elles ont été débattues, chacun des 10 collectifs présente ses premières réalisations et ses objectifs à l'occasion de la première Nuit de l'action.

« Face aux urgences climatique et sociale, l'horloge tourne et nous n'avons plus le temps de perdre du temps. Nous ne pourrions pas nous mettre d'accord sur tout, mais nous devons nous concentrer sur des actions concrètes, pouvant être portées à échelle et répliquables » explique la Présidente de l'Université de la Ville de Demain Méka Brunel.

« Jusqu'à présent, il n'existait pas de lieu de coopération entre acteurs publics et privés sur les sujets urbains, alors que les villes représentent 70% des émissions de gaz à effet de serre. Avec les actions collectives, nous avons initié une méthode très opérante pour accélérer sensiblement la transition écologique, sans oublier la dimension sociale de la problématique urbaine » précise Bertrand de Feydeau, Président de la Fondation Palladio et initiateur de l'UVD.

L'ACTION VILLE DE DEMAIN PRIVÉ POUR TRANSFORMER LES VILLES

En synthèse : les annonces-clés des 10 actions collectives

Systématiser le recours à la géothermie de surface

L'objectif 2023 : quinze villes pilotes déploient de la géothermie de surface. Deux tiers des besoins en chauffage et climatisation du pays pourraient être couverts par la géothermie de surface, contre seulement 1 % actuellement.

Action présentée par Celsius Energy, Altarea, l'Agence nationale de la cohésion des territoires et Chartres métropole

Faire de Bercy-Charenton le tout premier "quartier à haute qualité temporelle"

Pour la première fois en France, une ville (Paris) va établir un cahier des charges pour une meilleure « intensité d'usage » dans un quartier en construction. Les futurs bâtiments devront accueillir différents publics selon la temporalité. Par exemple, une école pourra accueillir des associations hors des temps scolaires.

Action présentée par la Ville de Paris et les Ateliers Jean Nouvel

Massifier le Championnat de France des économies d'énergie

Le nombre de bâtiments engagés dans le concours va être multiplié par dix, passant de 380 en 2022-23 à plus de 4000 pour 2023-24. L'État a décidé d'engager plus de 3000 bâtiments publics dans le Championnat.

Action présentée par A4MT, Action logement immobilier et le Cerema

Transformer les tours pour faire de La Défense le premier quartier d'affaires post-carbone

Les États généraux de la transformation des Tours rassemblent pour la première l'ensemble des acteurs (publics et privés) du quartier. Le 5 juin prochain, les 10 actions-clés seront dévoilées.

Parallèlement, un groupe d'investisseurs lance le projet "La Défense 2050", qui vise à proposer une vision sur l'avenir du quartier d'affaires afin d'alimenter le plan stratégique de l'établissement public Paris La Défense.

Action présentée par Paris La Défense, enia architectes et Groupama Immobilier

Créer l'accréditation professionnelle de l'immobilier durable

Lancement de Label'ID et de la plateforme de contenus de formation certifiante ouverte aux 240000 salariés du secteur de l'immobilier.

Action présentée par l'Observatoire de l'Immobilier Durable (OID), SFL et le Master 2 Développement Durable de l'Université Paris-Sorbonne

Démultiplier les pensions de famille en cœur de ville

L'objectif 2023 : 50 acteurs de la ville s'engagent dans « Objectif 10000 », pour doubler les places en « pensions de famille » (habitat destiné aux personnes isolées et précaires) dans les 4 prochaines années en France.

Action présentée par Habitat & Humanisme et Perial

Réserver une partie du parc immobilier aux acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS)

La Ville de Paris annonce le triplement des surfaces dédiées à l'ESS dans son PLU bioclimatique. Des acteurs privés s'engagent sur des objectifs précis de surfaces dédiés à l'ESS dans leurs projets en cours et à venir.

Action présentée par Plateau urbain, BNP Paribas Real Estate, Novaxia et la Ville de Paris

Multiplier les immeubles « low-tech »

L'objectif : lancement en 2023 de 10 prototypes de bâtiments très basse consommation – sans climatisation ni chauffage.

Action présentée par Paris & Co, Groupama Immobilier et SNCF Immobilier

Amplifier le mouvement « Unisson(s) », vers une architecture du bas carbone et du vivant

L'objectif 2023 : 30 établissements d'enseignement supérieur s'engagent en 2023 à former leurs étudiants aux enjeux d'une architecture bas carbone et du vivant.

Action présentée par Contraste, Maud Caubet Architectes et Nexity

S'engager sur un volume annuel de construction hors site décarbonée

Pour décarboner la construction, améliorer la qualité du bâti tout en diminuant coûts, délais et nuisances des chantiers, les maîtres d'ouvrage publics et privés sont invités à s'engager sur un volume minimum des immeubles construits hors site. Pour Grand Paris Aménagement, cet objectif porte, d'ici 8 ans, sur 80% des immeubles prescrits par lui.

Action collective présentée par Grand Paris Aménagement



MASSIFIER LE CHAMPIONNAT DE FRANCE DES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Et si la sobriété énergétique devenait un sport national ? Pour faire face aux défis énergétiques, le Championnat de France des économies d'énergie voit, depuis sept ans, s'affronter des milliers de bâtiments, en lice pour battre des records... de kilowattheures non consommés.

LA RAISON D'ÊTRE

Pour la septième année consécutive, le Championnat de France des économies d'énergie (alias Concours Cube) met en compétition des centaines d'immeubles tertiaires qui concourent dans différentes catégories : bureaux, écoles, stades, etc. Lors de la précédente édition 2021-2022, les participants sont parvenus en moyenne à réduire de 18,5 % leur consommation et ont économisé au total 48 GWh, soit la consommation annuelle de 25 000 personnes.

L'efficacité de la méthode, fondée sur l'émulation collective et la mesure concrète des progrès, est avérée. Il s'agit donc désormais de faire passer le concours à l'échelle en démultipliant le nombre de bâtiments en compétition pour obtenir un impact sensible sur la courbe nationale des émissions carbone.

L'ACTION COLLECTIVE

En juillet 2022, lors du sommet de l'Université de la Ville de Demain, une quarantaine d'acteurs publics et privés se sont engagés à « Massifier le Championnat de France des économies d'énergie ». Le ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des territoires Christophe Béchu a désigné le Championnat comme l'un des outils du plan gouvernemental de sobriété.

Le Cerema s'est vu confier la mission de faire concourir à terme 100 000 bâtiments de l'Etat dans le Championnat de France.

LES ANNONCES

- Six mois après le lancement de l'action collective, le processus de massification est en cours : le nombre de bâtiments engagés dans le concours va être multiplié par dix passant de 380 pour le championnat 2022-23 à plus de 4 000 pour le championnat 2023-24.
- Au-delà du nombre d'inscrits, les résultats se mesurent aussi au niveau exceptionnel de performance enregistré par les participants de l'édition 2023 : pendant l'hiver 2023, les bâtiments inscrits dans le Championnat ont baissé en moyenne leur consommation énergétique de 30 % sur le début de l'année, c'est trois fois plus que l'objectif gouvernemental de -10 % en deux ans.
- La massification du Championnat passe aussi par l'ouverture de nouvelles « ligues » à la demande d'acteurs de terrain souhaitant avancer plus vite et plus fort. Après les bureaux, les écoles, collèges et lycées, les bâtiments de l'État, les stades, deux nouvelles ligues sont créées en 2023 : la ligue Logement et la ligue Data centers.

PORTEURS DE L'ACTION COLLECTIVE :

Cédric Borel (Directeur général d'A4MT),
Pascal Berteaud (Directeur général du Cerema),
Patrice Tillet (Directeur général adjoint d'Action Logement immobilier)



«UNISSON(S)», VERS UNE ARCHITECTURE DU BAS CARBONE ET DU VIVANT

Chaque époque a produit son architecture. Face à l'urgence environnementale, comment faire émerger une nouvelle conception de l'architecture à la hauteur des enjeux ? « Unisson(s) » est la déclinaison française du nouveau Bauhaus européen.

LA RAISON D'ÊTRE

Les pouvoirs publics ont clairement donné la trajectoire pour stopper les émissions de gaz à effet de serre (GES) liées au bâtiment. La Commission européenne a fixé l'objectif de décarboner la totalité du parc immobilier d'ici 2050. De cette grande ambition est née l'idée d'un nouveau « Bauhaus » européen, en référence au mouvement des années 1920 qui avait révolutionné l'architecture.

C'est dans ce contexte qu'est né Unisson(s), un mouvement français pour une nouvelle conception de l'architecture et de la construction, reliant le sujet carbone à la question du vivant, compte tenu des dégâts irréparables causés à la biodiversité par l'activité humaine et la consommation exponentielle des ressources.

Le mouvement a été fondé à partir d'un constat : il est possible, dès aujourd'hui, de concevoir à coûts équivalents des bâtiments avec une diminution du poids carbone de 15 % sans dépenser un euro de plus (travaux du Hub des prescripteurs bas carbone de l'IFPEB). Si les solutions existent, deux leviers non techniques doivent être activés :

1. Une meilleure diffusion de la connaissance.
2. Une meilleure coordination entre les différents métiers de la chaîne de construction pour qu'ils soient à l'unisson sur les thématiques environnementales.

L'ACTION COLLECTIVE

Le collectif « Unisson(s) » est né officiellement en septembre 2022 et s'est traduit par des expositions, un court métrage documentaire et des ateliers : un véritable tour de France a été lancé.

Le mouvement entend réunir le plus largement possible tous les acteurs de la fabrique de la ville : promoteurs, architectes, économistes, urbanistes, paysagistes, financiers, écoles d'enseignement supérieur, etc., l'objectif étant de sensibiliser en profondeur les (futurs) professionnels à une nouvelle façon de penser l'art de construire selon un mode plus frugal et respectueux du vivant.

LES ANNONCES

- En 2023, Unisson(s) se fixe comme objectif la mobilisation de 30 établissements d'enseignement supérieur qui s'engagent à former leurs étudiants aux enjeux d'une architecture bas carbone et du vivant.
- En 2023, 1 000 professionnels vont participer à des ateliers Unisson(s). Nexity, Bureau Veritas, Espaces Ferroviaires, Altarea, BNP Paribas Real Estate, Bouygues Immobilier sont les premières entreprises à former leurs collaborateurs.
- Fin 2023, un concours du « Bas carbone désirable » est organisé en lien avec le nouveau Bauhaus européen, afin de décliner le mouvement au niveau français.

PORTEURS DE L'ACTION COLLECTIVE :

Dominique Boré (Présidente de la Maison de l'architecture d'Île-de-France), Laëtitia George (Fondatrice de Contrast-e), Cédric Borel (Directeur général d'A4MT), Laurent Morel (Président de l'IFPEB), Pierre Darmet (Vice-Président du CIBI), Maud Caubet (Fondatrice de Maud Caubet Architectes), Annabelle Ledoux (Présidente des Grandes idées), Anne Rouzée (Architecte associée chez Ateliers 2/3/4), Guillaume Mangeot (Directeur d'agence, PCA-STREAM), Stéphanie Obadia (Directrice générale de Construction 21)

ENGAGÉS DANS L'ACTION COLLECTIVE :

Altarea, BNP Paribas Real Estate, Bureau Veritas, Bouygues Immobilier, Celsius, Contrast-e, Crédit Agricole Immobilier, Espaces Ferroviaires, Payet, Quartus, Nexity, Société de la Tour Eiffel, Sogelym Dixence

PARTENAIRES :

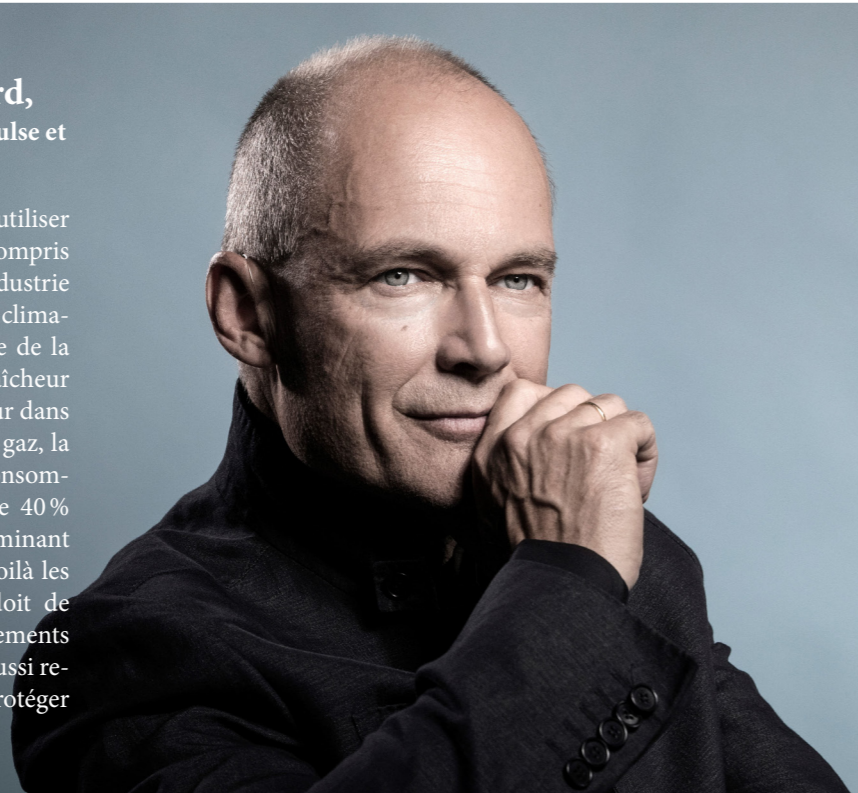
A4MT, Archistorm, Association AMO, CAUE, Le Cercle des Femmes de l'Immobilier, Cluster Eco-Bâtiment, Construction21, CSTB, EnerJ Meeting, Éditions DEYROLLES, IFPEB, Les Grandes Idées, Maisons de l'architecture, Métropole du Grand Paris, MIPIM, Nouveau Bauhaus européen, SIBCA, SIMI, Share Is More, UVD, Ville & Aménagement Durable



FRANCE GÉOÉNERGIE: SYSTÉMATISER LA GÉOTHERMIE DE SURFACE POUR CHAUFFER ET REFROIDIR BAS CARBONE

Le mot de Bertrand Piccard,
Président de la Fondation Solar Impulse et
ambassadeur de France Géoénergie

« Aujourd'hui, il est enfin possible d'utiliser la géothermie sur tout le territoire y compris en milieu urbain. En outre, cette industrie répond aussi à la demande accrue de climatisation, ne se limitant pas à produire de la chaleur en hiver, mais aussi de la fraîcheur pendant l'été, en remettant de la chaleur dans le sol. Comparée à une installation au gaz, la géothermie peut réduire de 75% la consommation d'énergie d'un bâtiment et de 40% ses coûts d'exploitation, tout en éliminant jusqu'à 90% des émissions de CO₂. Voilà les réalités que France Géoénergie se doit de faire connaître aux citoyens, gouvernements et entreprises afin qu'ils puissent eux aussi recourir à des solutions rentables pour protéger l'environnement. »



LA RAISON D'ÊTRE

Dans un contexte de crise énergétique et alors que près d'un quart des émissions carbone en France est lié au chauffage et à la climatisation des bâtiments, la géothermie dite « de surface » représente un immense potentiel.

Selon le rapport du Haut-Commissariat au Plan en octobre 2022, la géothermie de surface représente un « gisement gratuit, inépuisable, sans aucune pollution et générant d'importantes économies de fonctionnement ». Deux tiers des besoins en chauffage et climatisation du pays pourraient être couverts par cette technologie, contre seulement 1% actuellement.

Pourtant les techniques sont maîtrisées, les bénéfices sont documentés : la géothermie de surface, qui consiste à récupérer la chaleur du sous-sol pour la transférer à une pompe à chaleur afin de chauffer l'hiver et de refroidir l'été, permet à l'échelle d'un bâtiment de diviser par dix les émissions de CO₂ par rapport au gaz et par quatre la consommation d'énergie.

La massification de la géothermie ouvre des perspectives immenses en matière de décarbonation, d'indépendance énergétique et de création d'une nouvelle filière industrielle.

Il s'agit désormais de s'en saisir : au-delà des actions engagées par l'État, il est nécessaire de créer une dynamique collective rassemblant les acteurs privés et les acteurs publics, rapprochant la « demande » de l'« offre », les énergéticiens comme les maîtres d'ouvrage, pour accélérer fortement le déploiement de cette énergie.

L'ACTION COLLECTIVE

En juillet 2022, lors du sommet de l'Université de la Ville de Demain, une trentaine d'acteurs publics et privés se sont engagés à « systématiquement

ser la géothermie de surface pour chauffer et refroidir bas carbone. »

De cette mobilisation collective est né le mouvement France Géoénergie, lancé en novembre dernier au Salon des Maires.

Le collectif a vocation à 1/ promouvoir la géothermie de surface auprès des maîtrises d'ouvrage publiques et privées ainsi que du grand public, des médias et des institutions et 2/ accompagner ces maîtrises d'ouvrage dans l'identification et la mise en œuvre du recours à cette énergie avec une volonté de démonstration de l'efficacité de cette solution à impact sur des territoires modèles.

LES ANNONCES

- Le collectif France Géoénergie entérine un travail conjoint avec le réseau Action Cœur de Ville pour déployer le « Tour de France de la Géoénergie », qui accompagnera quinze villes pilotes dans leur ambition de déploiement de la géothermie de surface sur leur territoire. Ce travail consistera à (1) valoriser les installations déjà présentes sur le territoire et les retours d'expériences associés, (2) accompagner les villes dans l'identification de candidats pour un remplacement du gaz par la géoénergie dans leur patrimoine immobilier et enfin (3) proposer une méthode répliquable pour tout acteur public afin de généraliser le recours à la géoénergie. Le Tour de France est déjà amorcé avec une première rencontre sur l'agglomération de Chartres en mars 2023.
- Trois ambassadeurs de renom rejoignent officiellement le mouvement pour porter son action : Méka Brunel, Présidente de l'Université de la Ville de Demain, Bertrand Piccard, Président de la Fondation Solar Impulse, Philippe Pelletier, Président du Plan Bâtiment Durable.

PORTEURS DE L'ACTION COLLECTIVE :

Cindy Demichel (Co-fondatrice et CEO de Celsius Energy),
Michèle Rousseau (Présidente du Bureau de recherches géologiques et minières),
Marc Daumas (Directeur Général d'Equans - Aire Nouvelle)

ENGAGÉS DANS L'ACTION COLLECTIVE :

Cerema, BRGM, Action Cœur de Ville, Celsius Energy, Dalkia, Vinci Construction, Equans, Nexity, Altarea, E-nergy, Geosophy, Wo2, Fondation Solar Impulse, Unisson(s), Contrast-e



COLLECTIF «LOW TECH» : FÉDÉRER UNE FILIÈRE LOW-TECH POUR MULTIPLIER LES PROTOTYPES D'IMMEUBLES FRUGAUX

LA RAISON D'ÊTRE

Et si l'on faisait mieux avec moins? Telle est la philosophie de la «low-tech», une approche qui prône des économies d'énergie et de matériaux par une conception plus ingénieuse des bâtiments, plutôt que par l'ajout de solutions technologiques énergivores.

En réaction à l'obsolescence programmée, à l'impossibilité de réparer des objets toujours plus complexes (et à la prolifération des déchets qui va avec) mais aussi aux dépenses énergétiques croissantes, se développent, dans tous les domaines, des solutions techniques sobres, accessibles et réparables. Ces trois éléments constitutifs de la low-tech trouvent de nombreuses applications dans le bâtiment.

L'enjeu est désormais de déployer ces applications à large échelle et de garantir des échanges entre les maîtres d'ouvrage pour que les bonnes pratiques soient identifiées et démultipliées.

L'ACTION COLLECTIVE

Depuis octobre 2021, Paris&Co a lancé un groupe de travail autour de la ville low-tech avec 4 membres fondateurs de la démarche: BNP Paribas Real Estate, GRDF, Groupama Immobilier et SNCF Immobilier.

Depuis un an et demi, ce groupement remet en cause la course à l'innovation technologique pour retrouver discernement et bon sens face à des défis conséquents: économie de ressources, coût de fabrication et de maintenance, impact carbone... Pourtant il est possible de dessiner une autre trajectoire, plus résiliente, plus soutenable, plus désirable. 2023 rime pour nous avec l'envie

d'embarquer l'ensemble de la filière dans cette bascule.

Près de 400 collaborateurs des entreprises partenaires ont travaillé sur un sourcing de solutions low-tech: une centaine ont été identifiées, prêtes à être utilisées. Des études concluantes ont été réalisées et vont conduire au déploiement de prototypes de bâtiments low-tech en 2023.

L'un des membres fondateurs, Groupama Immobilier, a déjà annoncé la réhabilitation et mise en location de «l'immeuble le plus NUL de Paris», situé place de la Bourse, un bâtiment prototype des principes low-tech qui devra être «zéro carbone, zéro clim, zéro déchet, et zéro superflu». Un véritable projet pilote qui concentrera les innovations et servira de «bac à sable» pour inspirer d'autres immeubles low-tech.

LES ANNONCES

En 2023, l'action collective se déploie avec l'objectif de:

1. Lancer les 10 premiers prototypes de bâtiments frugaux low-tech (déjà 6 en cours à ce jour: les bâtiments APHP, une école dans le 13^e, La Rotonde à Lens, le bâtiment le plus nul de Paris, Maisons à Vitry, RDC de la Tour Watt dans le Loiret)
2. Rendre publique notre méthodologie de conception low-tech, dans le but de partager les enseignements issus de nos travaux, en considérant sciemment que les avantages de la coopération collective prévalent à la logique du secret industriel.
3. Constituer un réseau de plus de 30 acteurs incontournables de la fabrique urbaine pour structurer cette filière.

PORTEURS DE L'ACTION COLLECTIVE :

Loïc Dosseur (Directeur général de Paris&Co), Astrid Weill (Directrice générale adjointe de Groupama Immobilier), Charlotte Girerd (Directrice Transition, RSE et Innovation de SNCF Immobilier)

ENGAGÉS DANS L'ACTION COLLECTIVE :

BNP Paribas Real Estate, GRDF, Groupama Immobilier, et SNCF Immobilier, rejoints par Eiffage, Nexity, Bouygues Construction, KOZ Architectes, Béchu + Associés, le CSTB, Bouchaud Architectes, Redman, Sefri-Cime, Sogaris



LABEL'ID : CRÉER UNE ACCRÉDITATION PROFESSIONNELLE DE L'IMMOBILIER DURABLE

Pour que la filière de l'immobilier réussisse à relever le défi de la transition écologique, il nous faut des moyens humains, des femmes et des hommes formés à la hauteur des enjeux. D'où Label'ID: un parcours de formation et une accréditation professionnelle de l'immobilier durable.

LA RAISON D'ÊTRE

La fabrique de la ville connaît actuellement un point de bascule: la transition écologique et énergétique impose à toute la filière immobilière de vivre, exploiter et concevoir des bâtiments et penser la ville autrement. Aucun métier ne peut échapper à une prise en compte des enjeux environnementaux, qui traversent toute la chaîne de valeur. La RSE doit imprégner toutes les strates des organisations, tout un chacun doit être en capacité de savoir comment agir à son juste niveau en faveur de la transition écologique. La RSE doit déborder les murs des directions RSE!

Ce défi inédit nécessite de former tous les professionnels de l'immobilier (élus, dirigeants, promoteurs-constructeurs, asset managers, aménageurs, property managers, directeurs techniques, gestionnaires de patrimoine, directeurs immobiliers, etc.) pour déployer les outils et les savoir-faire adaptés.

L'ACTION COLLECTIVE

En juillet 2022, lors du sommet de l'Université de la Ville de Demain, une vingtaine d'acteurs publics et privés se sont engagés à «Accélérer la prise en compte de l'ESG dans tous les métiers de l'immobilier en créant l'accréditation professionnelle de l'immobilier durable: Label'ID.» L'initiative est menée par l'OID, l'Observatoire de l'Immobilier Durable, association de référence sur l'immobilier durable, qui œuvre pour l'intérêt général et rassemble plus de 120 entreprises du secteur. Une dizaine de partenaires fondateurs, industriels et académiques ont rejoint l'initiative depuis lors: l'ENPC, Altarea, SFL, In'LI, JLL et BNP Paribas Real Estate.

PORTEURS DE L'ACTION COLLECTIVE :

Loïs Moulas (Directeur général de l'OID), Jérôme Lacombe (Directeur général adjoint de SFL), Adrien Sanchez (Directeur du Master 2 Développement durable à Paris 1 La Sorbonne)

ENGAGÉS DANS L'ACTION COLLECTIVE :

École des Ponts Paris Tech, Institut de la transition environnementale de Sorbonne Université, Université Paris 1 La Sorbonne, JLL, SFL, IN'LI, BNP Paribas Real Estate, Altarea

Le Label'ID consiste en un parcours de formation en trois étapes. Une fresque de l'immobilier durable pour tous suivi d'une formation certifiante «Label'ID» puis une spécialisation par métier de l'immobilier. Ainsi, elle permet de diffuser un socle commun de connaissances ESG, à la fois complet et ajusté. Le programme s'articule autour de quatre objectifs pédagogiques établis par notre comité scientifique, il inclut la situation environnementale et sociale actuelle, avec les enjeux particuliers au secteur de l'immobilier et les outils normatifs et réglementaires qui permettent d'y répondre.

Cette formation vise à compléter les connaissances des professionnels sur les grands enjeux ESG du secteur. A l'issue de la formation, le professionnel formé peut venir valider ses connaissances à travers un questionnaire d'évaluation et recevoir le Label'ID pour venir témoigner de sa réussite. Le Label'ID se veut la formation certifiante de place et de référence sur l'immobilier durable en France.

Cette formation a pour objectif de diffuser massivement les connaissances nécessaires pour transformer l'immobilier et de proposer un dispositif de reconnaissance pour les professionnels formés à l'immobilier durable.

LES ANNONCES

- L'OID lance sa plateforme de contenus de formation labellisante accessible aux 240 000 salariés du secteur de l'immobilier.
- Label'ID sera proposé gratuitement aux représentants des acteurs publics engagés dans l'UVD.
- La fresque de l'immobilier durable sera lancée en novembre 2023 dans le but d'être diffusée massivement.



FAIRE DE LA DÉFENSE LE PREMIER QUARTIER D’AFFAIRES POST-CARBONE

LA RAISON D’ÊTRE

En 2021, Paris La Défense a annoncé sa raison d’être et s’est fixé comme ambition de « devenir le premier quartier d’affaires post-carbone de dimension mondiale en 2050 ». Pour y parvenir, l’aménageur a entamé une série de chantiers, à l’image du projet de végétalisation de l’esplanade porté par Michel Desvigne Paysagiste et a animé aux côtés de l’IFPEB la ligue Paris La Défense du Championnat de France des économies d’énergie (CUBE).

Le quartier d’affaires prépare aussi le plus grand plan de transformation de son histoire, avec deux défis majeurs. D’une part, la division par deux des émissions de gaz à effet de serre à l’échelle territoriale d’ici à 2030, qui passe notamment par la transformation des tours. Beaucoup (environ un quart pour 1 million de mètres carrés) arrivent à risque d’obsolescence dans les prochaines années. D’autre part, une réflexion sur les nouveaux usages émergents (enseignement, loisirs, hôtellerie, services, résidentiel, etc.) et sur l’évolution globale du quartier, incluant les mobilités, la connexion aux villes voisines, les espaces et équipements publics, l’accès à la Seine, les nouvelles aménités, etc.

L’ACTION COLLECTIVE

Ces sujets étant par nature systémiques, ils appellent une évolution des modes de gouvernance et de coopération. En juillet 2022, lors du sommet de l’Université de la Ville de Demain, Pierre-Yves Guice (Directeur général de l’établissement public Paris La Défense) a proposé aux participants de « créer un cadre

renové de coopération entre acteurs publics et privés pour accélérer la transformation du quartier d’affaires en ville post-carbone, attractive et créatrice de valeur. »

Paris La Défense a intégré cette méthode collaborative pour mettre en œuvre une des actions prévues de la raison d’être : les États généraux de la Transformation des tours, une démarche collective inédite avec un cycle de trois grands événements rassemblant l’écosystème immobilier et notamment du quartier, aussi bien les acteurs publics (établissement public, État, collectivités locales...) que privés (investisseurs, utilisateurs, opérateurs, entreprises de construction, architectes, bureaux d’étude, etc.).

LES ANNONCES

- Le 5 juin prochain, Paris La Défense dévoilera une dizaine de propositions issues des États généraux, avec l’objectif de les concrétiser dans les années à venir avec des acteurs pionniers.
- Parallèlement, les agences Enia architectes, PCA-STREAM et ChartierDalix en association avec des bureaux d’étude et AMO, mèneront un travail commun de recherche inédit pour mettre au point un outil de simulation permettant de mesurer l’empreinte carbone territoriale et d’évaluer l’impact de différents scénarios.
- Enfin, un groupe d’acteurs privés de La Défense, initié par Groupama Immobilier, lance le projet « Invest La Défense 2050 », qui vise à proposer une vision sur l’avenir du quartier d’affaires afin d’alimenter le plan stratégique de l’établissement public Paris La Défense.

PORTEURS DE L’ACTION COLLECTIVE :

Pierre-Yves Guice (Directeur général de l’Établissement Public Paris La Défense),
Céline Crestin (Directrice de la stratégie et du développement responsable de Paris La Défense),
Eric Donnet (Directeur général de Groupama Immobilier), Brice Piechaczyk (Architecte fondateur d’enia architectes)

ENGAGÉS DANS L’ACTION COLLECTIVE :

Frédéric Chartier (Chartier-Dalix), Philippe Chiambaretta (PCA-STREAM), Guillaume Mangeot (PCA-STREAM), William Yon (Gensler), Emmanuelle Baboulin (Icade), Raphael Menard (AREP), Jean-Philippe Le Bœuf (Calq), Vera Matovic (B. architecture), Christophe Rodriguez (IFPEB), Franck Boutté (Franck Boutté Consultants), Guillaume de Rendinger (IÉSEG), Sara Lazizi (Valream), Jean-Paul Viguier (Viguier architecture), Germain Aunidas (AXA IM), Damien Robert (in’li), Benoît Evano-Allinc (SRA Architectes), Mahdi Loutia (Drees & Sommer), Nicolas Sisto (Sisto Studios), Gaëlle Velay (Vilorgia Île-de-France), Ferdinand Le Roy (Bureau Veritas), Walid Goudiard (JLL), Michèle Raunet (Cheuvreux)



INTENSIFIER LES USAGES DES MÈTRES CARRÉS DE NOS VILLES BERCY-CHARENTON, 1^{er} QUARTIER « À HAUTE QUALITÉ TEMPORELLE »

LA RAISON D’ÊTRE

À l’heure où les ressources de notre planète s’épuisent, où les citoyens ont compris l’intérêt de lutter activement contre le gaspillage alimentaire ou la « fast fashion », un sujet tout aussi important ne fait pourtant pas les gros titres : celui du gaspillage des mètres carrés de nos villes.

En moyenne, un immeuble de bureaux n’est occupé que 30% du temps, une école 20%... nos villes regorgent de bâtiments et d’équipements sous-utilisés. Les bénéfices d’un usage intense, maximisé, avec des espaces mieux partagés sont pourtant nombreux : économies d’énergie, sobriété foncière, dynamique sociale renforcée grâce aux partages d’espaces, réduction des coûts immobiliers, augmentation de l’offre pour les usagers du quartier, etc. De plus en plus d’acteurs – élus, urbanistes, promoteurs, propriétaires, associations – lancent des réflexions ou initiatives pour partager et intensifier l’usage des bâtiments : cours d’écoles ouvertes le week-end, bâtiments publics ouverts aux associations, parkings de bureaux ouverts aux riverains, équipements sportifs accessibles en soirée, services mutualisés entre plusieurs immeubles d’habitations, etc.

Mais à ce stade, aucune initiative collective ne réunissait ces acteurs dans un projet commun.

L’ACTION COLLECTIVE

Lors du dernier Sommet de l’Université de la Ville de Demain, Éléonore Slama, élue du 12^e arrondissement de Paris, a proposé de faire du quartier Bercy-Charenton le premier quartier démonstrateur de l’intensité d’usage dans toute sa programmation : logements, bureaux, équipements publics, espaces publics, etc. Le territoire s’apprête, en effet, à connaître un réaménagement spectaculaire dont les grands axes ont été dévoilés par la Ville de Paris en avril 2022 (80 hectares, 3000 nouveaux habitants, 3900 emplois). Il deviendrait un territoire d’opportunités pour tous les opérateurs qui souhaitent proposer des innovations en matière d’intensité d’usage.

L’ANNONCE

Neuf acteurs publics et privés se mobilisent pour faire de Bercy-Charenton le tout premier « Quartier à Haute Qualité temporelle ». En pratique, la ville de Paris s’appuiera sur un collectif de praticiens et experts pour établir un cahier des charges intégrant l’exigence d’une meilleure intensité d’usage pour les futurs bâtiments et équipements du quartier. Les répondants aux appels d’offre devront concevoir et exploiter des immeubles qui garantissent un usage maximum. La démarche collective vise à recenser les meilleures pratiques et tenir compte des réussites (et des échecs) en la matière partout en France et dans le monde.

PORTEURS DE L’ACTION COLLECTIVE :

Éléonore Slama (Adjointe à la maire du 12^e arrondissement de Paris chargée du logement, de la lutte contre les inégalités et contre l’exclusion, maire du quartier Bel-Air Nord),
Sylvain Grisot (Urbaniste et fondateur de l’agence dixit.net), Dominique Alba (Directrice générale des ateliers Jean Nouvel),
Michèle Raunet et Raphael Leonetti (étude notariale Cheuvreux)

ENGAGÉS DANS L’ACTION COLLECTIVE :

Nadia Bouyer (Directrice générale d’Action Logement), Pascal Berteaud (Directeur général du Cerema),
Loïc Dosseur (Directeur général de Paris & Co), Christine Leconte (Présidente de l’Ordre national des architectes),
Katayoune Panahi (Directrice générale de SNCF Immobilier), Jonathan Sebbane (Directeur général de Sogaris)



MASSIFIER LES PENSIONS DE FAMILLE EN CŒUR DE VILLE

LA RAISON D'ÊTRE

Les pensions de famille sont des habitats destinés aux personnes les plus précaires dont la situation sociale et psychologique rend difficile l'accès à un logement ordinaire. Combinant logements (25 en moyenne), espaces collectifs et accompagnements individuels et collectifs, elles permettent aux personnes logées d'être chez elles sans se sentir isolées.

90 % des résidents déclarent être satisfaits de leur logement, 87 % s'y sentent « chez eux » et autant perçoivent une amélioration de leur situation depuis leur entrée en pension de famille.

Pour la collectivité, les pensions de famille représentent des solutions pérennes pour favoriser l'insertion et la mixité sociale. Elles s'avèrent moins onéreuses que les structures d'hébergement d'urgence, les nuitées d'hôtel ou les séjours en centres hospitaliers spécialisés.

Elles constituent donc un axe majeur dans la politique publique de lutte contre la grande précarité et en faveur des personnes sans-abris. L'État, qui finance l'investissement et le fonctionnement de ces structures, souhaite que l'offre se développe. Les acteurs associatifs sont mobilisés mais ils rencontrent des obstacles au développement des pensions de famille : difficulté à trouver du foncier, crainte de certains élus, freins financiers...

L'ACTION COLLECTIVE

Le plan Logement d'abord 2017-2022 avait fixé l'objectif de 10000 nouvelles places en pensions de famille : à peine la moitié ont été créées (5200).

Cette situation a conduit Philippe Pelletier (Président du directoire d'Habitat et Humanisme) à interpeller les participants au dernier sommet de l'Université de la Ville de Demain, autour d'un objectif simple : massifier un modèle, les pensions de famille, qui a démontré son efficacité dans la lutte contre la précarité en créant un mouvement collectif qui intègre les collectivités, les acteurs immobiliers et les divers acteurs associatifs déjà engagés dans le sujet.

L'action collective a ainsi reçu le soutien d'une vingtaine de maires, dirigeants de l'immobilier et responsables associatifs.

Le collectif mené par Habitat & Humanisme, l'Unaf et Adoma a été reçu en mars par Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires et Olivier Klein, ministre délégué à la Ville et au Logement, afin d'alimenter la réflexion sur le plan *Logement d'abord 2*. Il en ressort que l'accès au foncier reste l'un des principaux freins et nécessite la mobilisation des villes autant que des acteurs immobiliers.

L'ANNONCE

L'objectif du collectif est de réunir cinquante acteurs publics et privés (promoteurs, constructeurs, collectivités aménageurs, associations, etc.) autour de « l'Objectif 10000 » pour doubler les places en pensions de famille dans les quatre prochaines années en France.

PORTEURS DE L'ACTION COLLECTIVE :

Céline Beaujolin (Directrice générale de la Fédération Habitat et Humanisme), Bertrand Declémy (Président de l'Unaf), Emmanuel Ballu (Directeur général d'Adoma), Éric Cosserat (Président de Perial)



RÉSERVER UNE PARTIE DU PARC IMMOBILIER AUX ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DE LA TRANSITION (ESS)

LA RAISON D'ÊTRE

Avec ses 2,6M de salariés (10 % du PIB), le secteur de l'économie sociale et solidaire a des besoins en immobilier considérables, évalués à 30 millions de m². Tourné vers l'intérêt général, générateur d'externalités socio-écologiques, il voit son développement freiné par les prix élevés de l'immobilier tertiaire et commercial, en particulier dans les grandes métropoles.

Cette filière joue pourtant un rôle central dans l'atteinte des objectifs de la transition écologique, le développement d'activités de soin indispensables, la création d'emplois non délocalisables et, in fine, l'adaptation de l'économie aux enjeux du XXI^e siècle.

Moins « rentables » mais plus « utiles », les acteurs économiques de la transition doivent pouvoir accéder à un immobilier abordable.

L'ACTION COLLECTIVE

Après la parution d'une tribune dans *Le Monde*, une quarantaine d'acteurs publics et privés se sont engagés à « réserver 20 % des locaux en pied d'immeuble dans les nouveaux programmes (réhabilitation ou neuf) dans les zones tendues à l'ESS, en les louant au prix des charges ou en les vendant au prix de revient » en juillet 2022, lors du sommet de l'Université de la Ville de Demain.

Le but de l'action collective est désormais de changer d'échelle en réservant une partie du parc immobilier aux acteurs d'intérêt général et aux activités économiques de la transition. Pour cela, une mobilisation volontaire des espaces disponibles, obsolètes ou sous-utilisés, est nécessaire.

L'ensemble de la filière se mobilise pour déve-

opper ce parc immobilier dédié à la transition et proposer des loyers décotés aux acteurs d'intérêt général.

L'association Surface+Utile fait la promotion de ces pratiques et formulera des propositions d'adaptation du cadre réglementaire pour inciter l'immobilier à se mettre au service des acteurs d'intérêt écologique et sociétal.

Avec ses membres fondateurs, l'association se fixe l'objectif de réunir 20 propriétaires et maîtres d'ouvrages publics et privés d'ici un an.

LES ANNONCES

- BNP Real Estate met 26000 m² à disposition de plus de 300 acteurs de l'ESS via la SCIC Plateau Urbain pendant 18 mois, au sein de l'ilot Victoria, en face de l'hôtel de ville de Paris. Par la suite, 1000 m² de rez-de-chaussée seront cédés à la foncière solidaire Base Commune pour pérenniser la présence d'acteurs de l'ESS sur ce site emblématique.
- Novaxia, qui a déployé 50000 m² pour l'ESS en 2022, s'engage à doubler cet effort en 2023 (100000 m²) dans toute la France, via des mises à disposition gratuites ou à tarif décoté pour des durées allant de quelques mois à plusieurs années.
- La Ville de Paris prévoit le triplement des emplacements réservés aux activités de l'ESS dans son nouveau PLU bioclimatique. Cet engagement réglementaire complète un panel d'outils en faveur des surfaces plus utiles, tels que la charte de l'occupation transitoire, un soutien massif à l'insertion par l'activité économique et l'ouverture d'au moins 10000 m² pour l'ESS d'ici 2026, tel l'hôtel Berlier, manufacture de textile solidaire et circulaire.

PORTEURS DE L'ACTION COLLECTIVE :

Paul Citron et Hugo Christy (Surface+Utile)

ENGAGÉS DANS L'ACTION COLLECTIVE :

BNP Paribas Real Estate, Novaxia, Ville de Paris, SNCF Immobilier, Altarea, EPA Euratlantique, Plateau Urbain, Foncière Bellevilles, Base Commune, Ultra Laborans



À PROPOS DE L'UNIVERSITÉ DE LA VILLE DE DEMAIN

Portée par la Fondation Palladio, l'Université de la Ville de Demain est un mouvement qui vise à construire un mode inédit de coopération entre acteurs publics, acteurs privés et société civile en faveur d'une ville bas carbone pour tous.

Les deux premiers sommets de l'Université de la Ville de Demain, à l'été 2021 puis 2022, ont rassemblé plus de 300 personnalités parmi lesquelles John Kerry, Valérie Masson-Delmotte, Bertrand Piccard, Alain Juppé, Anne Hidalgo, Xavier Bertrand, Christophe Béchu, Olivier Klein, Jean-Christophe Fromantin, Johanna Rolland, Xavier Huillard, Antoine Frérot, Véronique Bédague, Catherine Guillovard, Sébastien Missoffe, Christophe Robert, Dominique Seux, Emmanuelle Cosse, Frédéric Dabi, Haïm Korsia, etc.

Ces personnalités ont signé la charte fondatrice de l'Université de la Ville de Demain, qui repose sur trois convictions fondamentales: la ville est un lieu de manifestation mais aussi de résolution des grandes tensions de ce siècle; les défis sont par nature systémiques: seuls, nous ne pouvons rien; il convient donc d'instaurer de nouveaux modes de coopération et d'organiser le passage à l'action collective entre monde public, acteurs privés et société civile.

Un troisième sommet à huis clos est organisé à l'été 2023.

L'Université de la Ville de Demain poursuit trois grandes missions:

► ÉCLAIRER

À l'occasion de ses différents événements, l'UVD invite les grands experts français et internationaux à explorer les problématiques urbaines. Sur les questions de l'habitat, des mobilités, de l'énergie, etc., l'UVD donne les clés de compréhension de la ville.

► AGIR

L'UVD est la plateforme d'accélération des « actions collectives » entre acteurs publics, acteurs privés et représentants de la société civile. Les actions collectives sont la marque de fabrique de l'UVD: elles consistent à lancer, accélérer ou mettre à l'échelle des initiatives à fort impact social ou environnemental.

► TRANSFORMER

L'Université de la Ville de Demain a vocation à accélérer la transformation de territoires emblématiques des problématiques urbaines. Elle invite les acteurs de l'UVD à se déplacer sur le terrain, dans le cadre de son Université IN SITU, puis à intervenir concrètement pour en faire des lieux d'application des actions collectives. L'objectif? Créer des laboratoires d'innovation urbaine.

Les premiers cas d'application: Saint-Dizier, emblématique des villes moyennes ayant souffert de la désindustrialisation, Val-de-Reuil, dernière-née des villes nouvelles, le quartier de La Défense, qui initie une réflexion public-privé inédite sur son avenir.



Les 180 participants au dernier sommet de l'UVD, les 8 et 9 juillet 2022 à Chantilly



À PROPOS DE LA FONDATION PALLADIO

La Fondation Palladio a été créée en 2008 autour d'un des enjeux majeurs du XXI^e siècle qu'est la construction de la ville.

Abrutée par la Fondation de France, elle est un lieu singulier qui mobilise et rassemble tous les secteurs et métiers concernés par la problématique immobilière et urbaine, les pouvoirs publics, le monde associatif, les chercheurs et les médias.

Pour que la ville soit la plus humaine, durable et inclusive, la Fondation Palladio poursuit sa mission d'intérêt général en intervenant directement auprès des acteurs d'aujourd'hui et de demain, en créant les outils d'accompagnement nécessaires à la préparation des relais (Pôle Avenir Palladio), à la prise de recul (Institut Palladio), à l'action collective (Université de la Ville de Demain), à l'anticipation (Connecteur innovation-recherche Palladio) et à l'observation (Vigie Palladio).

La Fondation veut créer les conditions pour que chaque acteur de la fabrique de la ville soit toujours plus en mesure de répondre aux grands défis actuels et à venir.

FONDATEURS

Altarea, BNP Paribas Real Estate, Bouygues Immobilier, Covivio, EY, Gecina, Icade, Kaufman & Broad, Klépierre, Socotec, Unibail-Rodamco-Westfield

MÉCÈNE PREMIUM DE L'UNIVERSITÉ DE LA VILLE DE DEMAIN

Groupama Immobilier

MÉCÈNES DE L'UNIVERSITÉ DE LA VILLE DE DEMAIN

Ardian, Axa IM Alts, Hermès, RTE, Saint-Gobain

MÉCÈNES

ADI / Association des Directeurs Immobiliers, Groupe ADP / Aéroports de Paris, AE75, AFILOG, Agence d'architecture Béchu & Associés, Aire Nouvelle - Equans, Alila, AMO / Association Architecture et Maîtres d'Ouvrage, Amundi Immobilier, Arep, Artelia, Batipart, Bouygues Bâtiment IDF, Business Immo, CBRE, CDC Habitat, CDIF / Club des développeurs immobiliers et fonciers, Celsius Energy, Citynove-Groupe Galeries Lafayette, Cosy Home, Egis, Eiffage Immobilier, Emerige, Enia Architectes, EPF Ile-de-France, Epra, FEI / Fédération des Entreprises Immobilières, FFB / Fédération Française du Bâtiment, FPI / Fédération Promoteurs Immobiliers, Fraîcheur de Paris, Freo, Frey, GA Smart Building, Generali Real Estate French Branch, Grand Paris Aménagement, GRDF, Haussmann Executive Search, Hines, Immo France, Immo Mousquetaires, Ingérop, Interconstruction, Kardham, Korian, La Française, La Poste immobilier, Left Bank, Maud Caubet Architectes, OFI Invest Real Estate, Ogic, Orange, PCA-Stream / Philippe Chiambaretta Architecte, Perial, Pimco Prime Real Estate, PWC France, Quartus, RDAI, Redman, RRED, Groupe Rougnon, S2T, Saguez & Partners, Saphyr, SCAU, Screeb, Sefri-Cime, SFL / Société Foncière Lyonnaise, SNCF Immobilier, Société de la Tour Eiffel, Sogaris, Sogelym Dixence, Spie Batignolles, Telamon, Veolia, Vinci Construction France, Victoires Haussmann SGP, Vinci Immobilier, WO2



universitevillededemain.com



Contact presse :
gregoire.de-rugy@evidenceparis.fr
06 12 14 51 93

Conception rédaction : Évidence - Conception graphique : Mr Byron